

LOT N° 1

DOMMAGES AUX BIENS

DESCRIPTION ET RECAPITULATIF DES BATIMENTS ET DES CONTENUS

(MOBILIERS, MATERIELS, EQUIPEMENTS ET
INSTALLATIONS
Y COMPRIS A L'EXTERIEUR)

BIENS AFFERMES – Non occupant
L'ensemble des bâtiments et installations est en contrat d'affermage conclus
avec la Lyonnaise des Eaux de Carcassonne exploitante

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES (AFFERMES)

DESIGNATION DES IMMEUBLES	LOCALISATION	SURFACE m ²	VALEUR	OBSERVATIONS
Station d'épuration	Route de Villeneuve	2 107	Bâtiments : 1 200 000 € Ouvrages techniques : 1 400 000 €	Plusieurs niveaux
Stockage méthanol	Route de Villeneuve	10		Cuve de 5000 l. – Classée zone ATOX
Stockage fioul	Route de Villeneuve			Cuve 5000 l.
TOTAL		2 117	2 600 000 €	

**LES MOBILIERS, MATERIELS, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS Y COMPRIS A
L'EXTERIEUR (AFFERMES)**

La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations, y compris à l'extérieur, s'élève à 2 500 000 €

BIENS NON AFFERMES
(situés dans les locaux de la Mairie)

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

ADRESSE	SURFACES
Mairie de Formiguères	20 m ² (locataire)

LES MOBILIERS, MATERIELS, INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS

- Mobiliers + Matériels Informatiques, Bureautiques et Audiovisuel : 6 000 €

ASSURANCE DES BIENS SIVU DE FORMIGUERES - LES ANGLES

**MULTIRISQUES BATIMENTS ET CONTENUS
GARANTIES
A ACCORDER OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE**

La rédaction des exclusions à préciser fait partie intégrante des critères de jugement.
Il sera apprécié une rédaction de contrat de type "Tous sauf".
La rédaction fera l'objet des critères de jugement.

**AVEC LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE DE
19 000 000 €**

LE CONTRAT DOIT INCLURE LES CLAUSES PARTICULIERES SUIVANTES :
(Leur rédaction sera appréciée dans les critères de jugement de l'offre)

Clauses particulières à insérer (Voir rédaction détaillée) :

- * CLAUSE D'ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE
- * CLAUSE D'ASSURANCE POUR COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA
- * CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS
- * CLAUSE INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

LE CONTRAT DOIT ACCORDER LES GARANTIES SUIVANTES :
(Les montants de garanties sont exprimés "par sinistre", sauf mention particulière)

**I INCENDIE
EXPLOSION
CHUTE DE LA FOUDRE ET L'ELECTRICITE
TEMPETE, OURAGANS, TROMBES, TORNADES, CYCLONES, GRELE ET NEIGE
SUR TOITURE
FUMEES
CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AERIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX,
MUR DU SON
CHOC D'UN VEHICULE TERRESTRE Y COMPRIS AVEC VEHICULES NON
IDENTIFIES
ACTES DE VANDALISME, GREVES, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES,
ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE**

IMMOBILIER (risque de propriétaire non occupant et non exploitant))

▣ Superficie développée : 2 117 m² (y compris les infrastructures extérieures) + Installations techniques bâtiments 2 600 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf
- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €
- Dommages électriques sur canalisations et aménagements indissociables

IMMOBILIER (risque de locataire occupant – adresse Mairie)

▣ Superficie développée : 20 m² (dans les locaux de la Mairie)

- Garantie Valeur totale à neuf

- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €
- Risques locatifs pour locaux occupés temporairement (maxi : 21 jours)
- Dommages électriques sur canalisations et aménagements indissociables

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS, y compris à l'extérieur (risque de propriétaire non occupant et non exploitant)

☒ La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur des bâtiments s'élève à : 2 500 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS, (propriété du SIVU et utilisés dans les bureaux du SIVU situés dans les locaux de la Mairie)

- Garantie Valeur totale à neuf : 6 000 €

**II DEGATS DES EAUX
ACTION DU GEL
INFILTRATIONS TOITURES, TERRASSES, FENETRES,
FUITES D'EAU ACCIDENTELLES OU DEBORDEMENTS PROVENANT DE :
CANALISATIONS (Y COMPRIS ENTERREES)
TOUS APPAREILS A EFFET D'EAU OU DE CHAUFFAGE
CHENEAUX OU GOUTTIERES
REFOULEMENT D'EGOUTS**

IMMOBILIER (risque de propriétaire non occupant et non exploitant))

☒ Superficie développée : 2 117 m² (y compris les infrastructures extérieures) + Installations techniques bâtiments 2 600 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf
- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €

IMMOBILIER (risque de locataire occupant – adresse Mairie)

☒ Superficie développée : 20 m² (dans les locaux de la Mairie)

- Garantie Valeur totale à neuf
- Recours des locataires, voisins et tiers : minimum 3 500 000 €
- Risques locatifs pour locaux occupés temporairement (maxi : 21 jours)
- Dommages électriques sur canalisations et aménagements indissociables

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS, y compris à l'extérieur (risque de propriétaire non occupant et non exploitant)

☒ La Valeur totale à neuf des contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur des bâtiments s'élève à : 2 500 000 €

- Garantie Valeur totale à neuf

MOBILIER/CONTENU ET INSTALLATIONS, (propriété du SIVU et utilisés dans les bureaux du SIVU situés dans les locaux de la Mairie)

- Garantie Valeur totale à neuf : 6 000 €

III BRIS DE GLACES, ENSEIGNES

- Garantie Valeur partielle (1er risque) : 2 000 €

**IV VOL OU TENTATIVE DE VOL (ETENDU AU VANDALISME)
DETERIORATIONS IMMOBILIERES DU FAIT DES VOLEURS
DETERIORATIONS DE L'ALARME DU FAIT DES VOLEURS**

- Garantie capital partiel (1er risque) : 3 000 €

V DOMMAGES ELECTRIQUES

- Garantie capital partiel (1er risque) : 3 000 €

VI BRIS DE MACHINES INFORMATIQUES, BUREAUTIQUES ET AUDIOVISUELS (Y COMPRIS DOMMAGES ELECTRIQUES)

- Assiette totale : 4 000 €
- Capital à garantir en valeur totale sans distinction d'inventaire : 4 000 €
- Valeur à neuf pour le matériel âgé de moins de 2 ans.
- Frais annexes (Frais de reconstitution des médias informatiques, Frais d'adaptation des logiciels et des sauvegardes, Frais supplémentaires d'exploitation, Pertes de loyers) : 1 000 €

VII DOMMAGES AUX OUVRAGES DE GENIE CIVIL – CUVES ET RESEAU D'ASSAINISSEMENT

- Garantie en Valeur partielle, (1er risque) : 150 000 €

VIII INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

- Capital à garantir : 150 000 € sur bâtiments et contenus, matériels et installations (y compris à l'extérieur)

**IX GARANTIES COMPLEMENTAIRES
Pour toutes les garanties du contrat.**

- Montant de la garantie : 150 000 € comprenant :

- * Honoraires d'architectes, bureaux d'étude, de contrôle, d'ingénierie et de décorateur
- * Remboursement de la prime Dommages ouvrage
- * Frais de déblais, frais de déplacement et de relogement
- * Frais pour mesures de sauvetage, dommages occasionnés par les secours
- * Frais de mise en conformité
- * Frais de désinfection, de décontamination
- * Mesures conservatoires, autorités civiles ou militaires
- * Pertes indirectes sur justificatifs (10 %)
- * Intérêts d'emprunt
- * Perte financière en qualité de locataire
- * Pertes de loyers/matériels en location
- * Frais de reconstitution d'archives et de documents
- * Frais de recherche de fuites
- * Frais de gardiennage et de clôture provisoire.

X HONORAIRES D'EXPERTS

Pour toutes les garanties du contrat

- Capital à garantir : selon barème U.P.E.M.E.I.C.

XI ATTENTATS

- A garantir selon la loi du 9 septembre 1986.

XII CATASTROPHES NATURELLES

- A garantir selon la loi du 13 Juillet 1982.

XIII FRANCHISES DU CONTRAT

- A définir par l'assureur

XIV EXCLUSIONS

- A définir par l'assureur

**CLAUSES PARTICULIERES A INSERER OBLIGATOIREMENT
LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE
JUGEMENT****ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE**

La présente assurance est consentie avec abrogation de la règle proportionnelle.

ASSURANCE POUR COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

Le présent contrat produira ses effets pour le compte de qui il appartiendra en ce qui concerne les biens appartenant à des tiers et dont la collectivité aurait l'usage à titre permanent ou temporaire, alors même que l'assuré ne serait pas reconnu responsable de l'avarie ou destruction desdits objets, étant entendu que la valeur sera comprise dans l'estimation des biens assurés.

Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour ces biens ou objets, la présente assurance ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'insuffisance de garantie.

RENONCIATION A RECOURS

L'assureur renonce à tous recours qu'il serait en droit d'exercer au moment du sinistre, contre :

Les associés, sociétaires, dirigeants et, en général, tous préposés de l'assuré ou des sociétés pour le compte desquels il agit.

Les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, et notamment les propriétaires, locataires, colataires, sous-locataires, occupantes et ou utilisateurs à quelque titre que ce soit des biens assurés.

Toute société avec laquelle l'assuré a des intérêts communs et toute personne physique ou morale envers lesquelles l'assuré aurait pris des engagements contractuels.

Toutefois, si la responsabilité de l'occupant, auteur ou responsable du sinistre est assurée, l'assureur conserve, malgré la présente renonciation, la possibilité de recourir dans les limites où cette assurance produit ses effets.

INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

Les assureurs doivent garantir automatiquement et sans déclaration préalable, les augmentations de valeur dues aux adjonctions, remplacement de matériel, construction de nouveaux bâtiments, réfections, aménagements, transformations, etc. qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, jusqu'à concurrence d'une somme maximale indiquée aux Conditions Particulières et ce, aux conditions du contrat.

Au début de l'exercice suivant, l'assuré s'engage à faire parvenir à l'assureur un relevé des immobilisations réalisées au cours de ladite année et à payer le supplément de prime correspondant.

CLAUSES PARTICULIERES SOUHAITEES
LA REDACTION FERA L'OBJET D'UNE APPRECIATION SELON LES CRITERES DE
JUGEMENT**AVANCE SUR INDEMNITE**

Trois mois après la déclaration de sinistres, si les dommages n'ont pas encore été complètement évalués, les assureurs verseront un acompte provisionnel, sauf opposition d'un tiers, égal aux estimations effectuées.

CLAUSE DE GERANCE DU CONTRAT

Les déclarations que l'assuré aurait à faire pendant la durée de l'assurance sont considérées comme valables pour toutes les compagnies intéressées, lorsqu'elles auront été signifiées, soit à la compagnie apéritrice, soit à l'agence où la police a été souscrite.

DECLARATION DE SINISTRES

La compagnie dispense l'assuré de toute déclaration de sinistre dont elle ne réclamerait pas le montant.

Elle renonce alors formellement à son droit de résiliation, même si elle avait connaissance du sinistre d'une autre manière.

DENONCIATION APRES SINISTRE

La dénonciation qui sera faite à l'assuré après sinistre, n'aurait effet que trois mois après lui avoir été signifiée.

CONNAISSANCE

Les assureurs déclarent avoir une opinion suffisante des risques assurés, les ayant fait ou ayant eu la possibilité de les faire visiter et reconnaître.

En conséquence, ils les acceptent tels qu'ils se présentent, en renonçant à se prévaloir de toute déclaration de l'assuré, de toute erreur ou omission, tant en ce qui concerne l'exploitation que la construction des bâtiments, la disposition des lieux, les voisinages ou contiguïtés.

L'assuré, autorisant les assureurs à exercer, à tout moment, leur contrôle sur la situation matérielle des risques, a la faculté d'y apporter toutes modifications, adjonctions et extensions sans avoir à en aviser les assureurs, ces derniers, qu'ils usent ou non du droit de contrôle qui leur est réservé, étant censés continuer à connaître les risques, avec tous changements apportés par l'assuré dans leur composition ou exploitation ainsi que leurs nouveaux voisinages ou contiguïtés, y compris toutes aggravations qui pourraient résulter du fait de l'assuré ou des tiers.

Il est bien entendu que tous tracés, plans ou états communiqués aux assureurs ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Les assureurs renoncent à se prévaloir du fait qu'ils seraient incomplets ou inexacts.

La garantie porte sur tous risques présents et à venir.

MATERIELS OU MOBILIERS EN CREDIT BAIL

Lors d'un sinistre total (sinistre dont le montant des frais de réparation est égal ou supérieur à la valeur réelle) garanti par le contrat atteignant un matériel ou mobilier acquis par l'intermédiaire d'un organisme de crédit ou de crédit-bail, l'assureur désintéressera en priorité l'organisme prêteur des sommes lui restant dues.

Si celles-ci, au jour du sinistre sont supérieures au montant de l'indemnité déterminée, l'assureur lui remboursera le montant des sommes lui restant dues, déduction faite des valeurs de sauvetage et de la franchise éventuelle.

Si au contraire, elles sont inférieures, l'assureur versera à l'assuré la différence dont il aura déduit les valeurs de sauvetage et la franchise éventuelle.

L'organisme prêteur donnera à l'assureur quittance des sommes versées.